

WILLY DEMEYER - BOURGMESTRE DE LIÈGE, DÉPUTÉ FÉDÉRAL, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉ DU PS LIÉGEOIS - PARTI SOCIALISTE

« La N-Va veut appliquer le modèle anversois à la Belgique »

Willy Demeyer se voit bien être à nouveau candidat à la présidence du PS liégeois

Six mois après les élections, Willy Demeyer accepte de se livrer sur les résultats très mitigés du PS en province de Liège. Le député-bourgmestre estime que certains en ont profité pour contester sa présidence. Il tire à boulets rouges sur le politique de la N-Va.

> Vous êtes chargé par le PS de suivre les questions liées à l'Intérieur et la Justice, au fédéral. Et vous avez déjà grincé des dents sur la réduction des budgets et sur la possibilité de voir l'armée dans les rues. Pourquoi ?

Ce sont effectivement des matières que je connais bien. On ne peut pas dire vouloir plus de sécurité et réduire les moyens à ce point. Pour la police, on réduit les moyens de 177 millions, dont 40 pour la police locale. Pour vous donner une idée, un million en moins, ce sont 18 policiers en moins. On nous dit que nous aurons recours au privé pour les petites tâches et à l'armée pour les grandes. Ça laisse perplexe. Et puis, comment cela sera-t-il géré ? On peut très vite avoir des dérapages en matière de sécurité. Parallèlement à cela, on observe que la justice n'a plus de moyens. Ce qui implique que si la police parvient malgré tout à bien travailler, il n'y aura pas de suivi. À Liège, il n'y a pas assez de juges au tribunal de police !

> Mission impossible pour une grande ville ?

En commission, le bourgmestre de l'Intérieur parlait de la manière « anversoise » de gérer les choses. Il veut appliquer le modèle anversois à la Belgique entière. Mais quel est-il ? Ça, personne ne le sait ! En matière de toxicomanie, par exemple, la seule déclaration anversoise, c'est celle de De Wever qui dit : « Pour le cannabis : tolérance zéro ». Or, cela demande des moyens énormes de mettre ça en place. On est dans le dogmatisme pur. Et il y a une méconnaissance

des problèmes de terrain et des budgets.

> Mais à Paris, par exemple, ville socialiste, quand on va à la Tour Eiffel, il y a des petits groupes de 2-3 militaires pour assurer la surveillance. Est-ce si mauvais ?

La question, c'est : pour faire quoi ? En cas de menaces graves, cela peut s'envisager. Mais j'ai, plus largement, un véritable problème de voir que toute la chaîne de la sécurité est entre les mains d'un seul parti, la N-Va, dont certains représentants ont fait des déclarations qui posent question sur le plan démocratique.

> L'idée de Jan Jambon, le ministre de l'Intérieur, de soulager la police de certaines tâches en faisant appel au privé. Cela ne permettrait-il pas de la recentrer sur ses missions essentielles ?

Eh bien, cela montre la méconnaissance des dossiers. À Liège, cela fait des années que la police ne restitue plus les objets volés par exemple, c'est l'ASBL « Liège gestion centre-ville » qui le fait. Donc, mal vu de Jan Jambon quand il dit que cela pourrait être confié à d'autres structures.

> Le PS hurle contre ce gouvernement. Est-il, selon vous, légitime ?

Il est légal, oui. Mais il n'est pas représentatif de l'opinion francophone.

> La majorité PS-cdH wallonne ne se sert-elle pas du fédéral comme un « cache-sexe » pour faire passer la pi-

lule de ses propres décisions ?

Non, ce n'est pas du tout de la même ampleur ! Au fédéral, il y a une destruction complète du service public.

À la Région, on ajuste, on adopte.

> À ce propos, vous faisiez partie de ces bourgmestres qui réclamaient la taxe sur l'outillage industriel auprès du ministre Furlan ?

Non. Je crois qu'il faut être attentif à l'activité économique.

> Vous aviez déclaré votre disponibilité pour être ministre. Cela ne s'est pas fait. Votre chance est-elle passée ?

Je suis un municipaliste de grande ville. Pour le reste, bourgmestre, député ou ministre, cela reste une chance avec un but commun : travailler pour la société. Après, il est possible que l'occasion ne se présente plus, mais ce n'est pas un regret.

Maintenant, c'est vrai que l'Intérieur, c'est une belle matière...

> Elio Di Rupo vient d'être réélu à la présidence du PS.

En mai prochain, il y aura d'autres élections internes : à la Fédération du PS liégeois. Vous y serez candidat ?

Ce qui est important, c'est la dynamique à mettre en place. Nous y avons travaillé avec Jean-Claude Marcourt dès le lendemain des élections. Et dans ce cadre-là, il

n'est pas du tout exclu que je sois candidat.

> Certains vous contestent publiquement : Jean-Pascal Labille, Frédéric Daerden... Pensez-vous avoir toujours la légitimité pour être le patron des socialistes liégeois dans ce contexte ?

Oui. Un, j'ai été élu. Deux, le mandat n'est pas échoué, donc j'ai la légitimité jusqu'au mois de mai. Pour le reste, vous n'entendrez jamais dans ma bouche la mise en cause d'un socialiste.

> Vous ne leur en tenez pas rigueur ?

Je n'ai pas dit ça... Mais je suis toujours dirigé vers l'objectif à atteindre.

> La perte de deux sièges à la Chambre, Daniel Bacquelaine (MR) qui récolte plus de voix de préférence que vous. Ces faits ont-ils joué chez certains pour remettre en question votre leadership ?

En tout cas, ils en ont tiré argument. Mais un proverbe dit : « personne ne peut évoquer sa propre

turpitude ». En ce qui me concerne, je n'ai jamais connu que la légitimité des urnes, que ce soit à l'intérieur du parti ou aux élections comme député, conseiller communal, etc. Et en démocratie, c'est la seule vérité. Il n'y a qu'un seul chemin, c'est celui des urnes. C'est donc le seul qu'il faut solliciter.

> Six mois après les élections, quel est votre regard sur les résultats ?

Nous sommes les seuls à avoir eu la problématique de la sidérurgie et celle du PTB. Nous avons sûrement perdu des voix en faveur du PTB. Mais regardons à droite : nous avons perdu trois fois plus vers le MR et le PP. On doit s'interroger là-dessus.

> À propos du PTB, on le voit très présent aux piquets de grève depuis le lancement des actions. Où est le PS, qui dit vouloir revenir sur le terrain ?

Ce lundi, je serai sur le terrain : à l'Hôtel de Police. Nous avons la

grève et la Saint-Nicolas des étudiants. Mon rôle est de veiller à ce que ça se passe bien. Après, le PTB... Il doit être heureux aujourd'hui : il a le gouvernement qu'il voulait ! On a toujours dit que la manière dont ils procédaient affaiblissait la gauche. La démonstration est faite. Tout ça pour avoir deux députés peu audibles à la Chambre...

> Quand on voit le nombre d'actions en route depuis que le PS est dans l'opposition fédérale, que faut-il en déduire ? Que l'action commune (PS, mutualité, syndicat) est en route ?

Ce n'est pas le PS qui instigue les mouvements sociaux. Non, cette grogne sociale ne nous arrange pas, nous préférons un pays apaisé. Mais je constate que de toute ma vie, je n'ai jamais vu une telle mobilisation citoyenne. Le caractère unilatéral de ce qui est proposé est choquant et cela n'a pas échappé au peuple. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR GASPARD GROSJEAN

▲ TOP

> Les 300 milliards investis par l'Europe

« Le grand plan annoncé par l'Europe et M. Juncker est positif. Nous avons besoin de grands travaux publics, cela nous manque en ces temps difficiles. C'est un signal positif. » ■

▼ FLOP

> Les prestations des ministres fédéraux

« Certaines auditions au fédéral, pour ne pas dire toutes, étaient loin d'être convaincantes. Entre les politiques annoncées et les moyens consacrés, il y a un fossé ». ■

EN PROVINCE DE LIÈGE

« Le Liégeois payera-t-il plus de taxes ? Non ! »

> Les conseils dédiés au budget sont programmés à la mi-décembre. Deux semaines avant, où en est-on ? Rappelons que vous devez trouver 45 millions d'euros, l'équivalent de 10 % du budget de la Ville !

Notre budget sera bien à l'équilibre. Nous sommes dans la phase finale. Seules certaines options n'ont pas été tranchées. Le plus gros

problème reste la charge des pensions, qui représente un bon tiers de l'effort. Ce que je peux vous dire, c'est que le niveau de la fiscalité ne va pas augmenter pour les Liégeois. Non, le Liégeois ne payera pas plus. Les efforts, c'est avant tout sur nous-mêmes que nous les réalisons. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR G.G.

L'ANALYSE

De vrais débats, au nom de notre avenir

par Gaspard GROSJEAN
JOURNALISTE POLITIQUE

Depuis peu, le PS se livre à un exercice qui ne lui est pas familier : celui d'être dans l'opposition fédérale. Une première depuis un quart de siècle. Alors, forcément, les habitudes se perdent. Et si la première stratégie fut d'attaquer de manière frontale, elle a aujourd'hui changé. Pour mener une vraie opposition, constructive, à coups de chiffres et d'arguments ? À voir... En attendant, le PS maintient la

pression sur le gouvernement fédéral. Au Parlement, bien sûr, mais aussi dans la rue. Car, n'en déplaise à la FGTB ou au PS, les deux organismes sont étroitement liés. Certes, les manifestations et autres grèves se font en front communal syndical. Mais nul doute que le monde syndical est plus prompt à dégainer contre un niveau de pouvoir (le fédéral) plutôt qu'un autre (la Région). Au final, seuls la concertation sociale et les vrais débats politiques méritent que l'on s'y attarde. Car là se décidera l'avenir. ■